

Le 16 Mars 2021,

A L'attention de :

L'Honorable Dr Kailesh Kumar Singh Jagutpal , Ministre de la Santé et du Bien-Être

OBJET : PROJET D'ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE EN PERIODE DE PANDEMIE.

Nous venons vers vous, en tant que professionnels.les de la santé mentale pour vous proposer un partenariat pour la prise en charge de la santé mentale des habitants.es de la République, en cette période de pandémie.

Nous sommes très soucieux.ses de la santé mentale de la population depuis mars 2020 où nous avons observé et entendu une recrudescence des cas de dépression, d'anxiété accrue, de risques et comportements suicidaires, des situations de violence rapportées ou non, entre autres.

En milieu scolaire, dans une quinzaine de collèges, un service d'écoute est proposé par Action for Integral Human Development (AIHD), une compagnie '*limited by guarantee*'. Une recrudescence de 8 à 12 % des dépressions et une augmentation de 5 à 7 % des risques suicidaires chez les jeunes est observée, entre le début et la fin de l'année 2020.

Pour les membres du personnel des collèges qui ont bénéficié de ces services d'écoute: on passe de 4% d'état dépressif (sur 29 personnes) au 1er trimestre à 23% au 2ème trimestre scolaire (sur 60 personnes).

Et en ce qui concerne les risques suicidaires pour les membres du personnel de 0% à 8% au 2e trimestre.

En plein confinement en 2020, une quinzaine de professionnels.les de l'écoute de nos associations ont proposé un accompagnement thérapeutique téléphonique gratuit pendant les soixante-dix jours de confinement et encore quelques semaines après. 119 personnes ont bénéficié de ce service dont 75 % de femmes. Dépression, forte anxiété, deuils, violences sont parmi les problématiques principales qui ont été partagées.

Ce projet ne peut malheureusement pas perdurer pour les professionnels.les, s'il est bénévole. Les recommandations de ce document sont basées sur les observations de terrain et la recherche.

Nous souhaitons collaborer avec l'Etat mauricien pour le bien-être des habitants.es de la République et voir de quelle manière nous pouvons, ensemble, proposer une meilleure prise en charge. Pour Maurice et Rodrigues.

Nous vous partageons une liste de propositions qui sont détaillées en fin de document. La priorité étant la **mise en place d'une hotline pour un accompagnement thérapeutique** qui serait financé par l'Etat.

1. Faciliter l'accès au numérique et au soutien psychologique.
2. Santé mentale et Bien-Être:
 - 2.1. Promotion d'une bonne santé mentale
 - 2.2. Développement de la recherche en psychologie
 - 2.3. Augmenter le nombre de psychologues/counselors/psychothérapeutes/thérapeutes et pédopsychiatre
 - 2.3.1. Les pédopsychiatres
 - 2.3.2. Les psychologues/ counselors/ psychothérapeutes/ thérapeutes.
 - 2.4. Mener des actions de prévention/ sensibilisation/ campagnes
 - 2.5. Octroyer le droit de sortie et une considération spéciale pour les personnes avec des *special needs*
3. Vigilance plus grande à la pédopornographie
4. Supervision des équipes
5. Accompagnement des couples, des femmes enceintes
6. Augmentation des aides financières
7. Programme national mis en place pour donner accès à internet
8. Considération spéciale des personnes en situation de pauvreté

Voici ici quelques propositions :

1. Faciliter l'accès au numérique et au soutien psychologique

Cet axe est très important, nous l'avons matérialisé pendant le confinement en 2020. L'accès au numérique est déjà prévu dans la section 44 du *Government Programme 2020-2024*.

Nous soutenons cette décision car un tel accès aiderait les patients.es mineurs.es ou adultes, ne pouvant se déplacer, à bénéficier des téléconsultations par téléphone et/ou vidéo, ne nécessitant pas obligatoirement de voir un médecin. Cela éviterait aussi les longues attentes en milieu hospitalier et permettrait une continuité médicale, notamment en période de pandémie. Un partenariat avec le Ministère des Technologies et autre bailleur de fonds, serait dans l'intérêt des patients.es et de l'équipe soignante, à travers des logiciels spécifiques pour les patients et/ou des appels vidéo possibles sans frais encourus, ou à moindre coût. Le modèle estonien d'E-health serait efficace ; s'en inspirer serait bénéfique pour les rendez-vous, consultations, prescriptions, informations de santé, etc. En janvier 2020, un article de presse¹ mentionnait cet accès au numérique, mais nous n'avons pas encore d'informations pour savoir si ce projet est fonctionnel.

De multiples foyers n'ont pas encore accès à internet, que peut-il être fait en cette période pour les familles ? Pour que le contact puisse être maintenu ? Pour que les familles vivant dans la précarité puissent être joignables et contactées ? Pour leur santé ? Pour partager leur vécu, souffrance et besoins matériels ? Et que les enfants bénéficient des programmes scolaires en ligne ?

Nous l'avons matérialisé pendant le confinement 2020 car il a été et est difficile, voire impossible pour certains jeunes d'avoir accès à l'aide thérapeutique gratuite, faute de moyens, ne serait-ce que pour appeler et demander de rappeler. Il est et a été difficile aussi pour certains.es ne pouvant voir le.la psychologue, thérapeute ou conseiller par le biais d'un outil numérique. Cet accès au numérique aiderait aussi les patients.es mineurs.es et leur famille. Et permettrait de lutter contre l'isolement social qui a été très douloureux pour beaucoup, dans le Monde.

Les facteurs de vulnérabilité de toute personne sont, entre autres ; l'isolement, la précarité sociale et économique, la maltraitance, etc.... et font que le peu de ressources internes impactera sur la difficulté de se remettre après cette situation de pandémie, de confinement.

Le lien social à développer est un précieux facteur de résilience, "ceux qui pourront échanger quelques mots et tisser un lien", ceux qui en sortiront isolés seront fracassés" selon Cyrulnik, neuropsychiatre en avril 2020². Cet isolement risque aussi d'accroître les inégalités sociales.

Les personnes placées en quarantaine sont particulièrement vulnérables et il est indispensable de pouvoir leur apporter un soutien en ces temps difficiles. Certains parents se retrouvent séparés de leurs enfants. Des parents d'enfants à besoin spéciaux, déjà en souffrance en rapport au handicap de leur enfant, ont besoin d'être accompagnés. Les travaux de certains chercheurs³ ont par ailleurs montré que les enfants qui étaient isolés ou mis en quarantaine pendant une épidémie étaient plus enclins à développer des symptômes de stress aigus, des comportements d'évitement et des sentiments de culpabilité. Ils montrent également que 30% de ces enfants

¹https://defimedia.info/le-e-health-bientot-une-realite-les-donnees-medicales-stockees-dans-la-carte-didentite?fbclid=IwAR25xm9P8VD-E4oI55hWdMfx2MLIWJPI-FzO_Y4mULGDfz4rqyaQ1YdNVTA

²<https://www.franceculture.fr/emissions/confinement-votre/boris-cyruinik-on-est-dans-la-resistance-pas-encore-dans-la-resilience?fbclid=IwAR3NYqb8GDGVnvS2gsOy8MMFALRZoPAWrb4a5HEER4HTtkcUyk4-ZbFsWqk>

³ Sprang, G., & Silman, M. (2013). Posttraumatic Stress Disorder in Parents and Youth After Health-Related Disasters. *Disaster Medicine and Public Health Preparedness*, 7(1), 105-110. <https://doi.org/10.1017/dmp.2013.22>

correspondent aux critères cliniques d'un syndrome post traumatique. De plus, la séparation des parents ou la perte d'un ou des deux parents au cours de l'enfance se sont révélés être des facteurs contribuant à accentuer les effets négatifs à long terme sur la santé mentale des enfants. Les risques incluent une augmentation de la probabilité de développer des troubles de l'humeur, des psychoses et des comportements suicidaires à l'âge adulte.

Prenons exemple sur la Chine en 2020, selon les sources du « Lancet »⁴, le gouvernement chinois a mis en place un certain nombre de stratégies afin de prévenir à d'éventuels effets négatifs de cette pandémie sur la santé mentale des enfants se trouvant dans les centres de quarantaine. Dans plusieurs villes chinoises, des protocoles ont été mis en place pour que les infirmiers.es soient disponibles 24/24 dans les quartiers d'isolement où se trouvent les enfants. Des nutritionnistes proposent de les aider à établir un menu équilibré et sain en fonction de l'âge des enfants et de leur état de santé. Afin de réduire leur sentiment d'inquiétude et soulager leur détresse psychologique, les enfants sont autorisés à communiquer avec leurs proches à n'importe quel moment de la journée. Les citoyens de la communauté se rendent disponibles pour soutenir moralement et jouer le rôle de parents pour les enfants qui se sont remis du virus et qui se retrouvent seuls car les parents sont toujours en quarantaine ou malheureusement décédés.

Par ailleurs, le ministère des affaires civiles a ouvert une hotline afin de permettre à la population de bénéficier de counselling psychologique et de fait améliorer la protection des enfants les plus à risque.

Nous avons entendu Madame la Ministre, l'honorable Koonjoo-Shah⁵ dire que les services du CDU (113) et de 119 pour rapporter les cas de violence domestique seraient fonctionnels 24/7, nous saluons cela et espérons que ce service concerne aussi les psychologues de ce Ministère.

La commission nationale de la santé en Chine a publié des consignes et proposé des stratégies d'interventions spécifiques pour les enfants en quarantaine dans les centres d'observations médicaux du pays. Ces mesures visent à augmenter les temps de communication avec leurs parents, favoriser l'accès aux informations sur le virus à travers des BD et des vidéos, constituer des guides pour établir un emploi du temps des activités de la journée, fournir de la lumière la nuit et distribuer des petits cadeaux pour les reconforter, orienter les enfants vers des psychologues s'ils en ressentent le besoin (lorsqu'ils sont inquiets, anxieux, qu'ils n'arrivent pas à dormir ou qu'ils ont perdu d'appétit).

2. Santé mentale et Bien-Être

Selon l'OMS en 2019, en ce qui concerne les jeunes :

- Les problèmes de santé mentale représentent 16% de la charge mondiale de morbidité et de blessures chez les personnes âgées de 10 à 19 ans. La moitié des problèmes de santé mentale commence avant l'âge de 14 ans, mais la plupart des cas ne sont ni détectés ni traités.
- À l'échelle mondiale, la dépression est l'une des principales causes de morbidité et d'invalidité chez les adolescents. La dépression infantile est en hausse. « Aux Etats-Unis, la dépression chez l'adolescent (de 12 à 17 ans) est passée de 8,7 % en 2005 à 13,2 % en 2017, selon des chiffres présentés lors du dernier congrès de l'Académie américaine de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, en juin 2019. En Europe, « un adolescent sur cinq est touché par au moins un problème psychologique chaque année », d'après les chiffres de *Mental Health Europe*. Les tendances sont similaires en France. Environ 8 % des adolescents

⁴ Liu, J. J., Bao, Y., Huang, X., Shi, J., & Lu, L. (2020). Mental health considerations for children quarantined because of COVID-19. *The Lancet Child & Adolescent Health*, S2352464220300961. [https://doi.org/10.1016/S2352-4642\(20\)30096-1](https://doi.org/10.1016/S2352-4642(20)30096-1)

⁵https://www.topfm.mu/2021/03/13/protection-des-enfants-et-soutien-aux-victimes-de-violences-domestiques-les-services-operationnels-en-24-7-rassure-la-ministre-de-legalite-des-genres/?fbclid=IwAR2uZVdUrtbVRGDIPJfOypkbyHRyDM6nQ5H-MuKDCDV-y5xylnN_EwZRAXl

entre 12 et 18 ans y souffriraient d'une dépression. Et un tiers d'entre eux feraient une tentative de suicide, selon les derniers chiffres de la Haute Autorité de santé (HAS). »

- Augmentation de dépression chez les jeunes entre les deux semestres de 2020, janvier-juin et juillet - novembre 2020⁶, 8 à 12 %. Après des cellules d'écoute dans une 15aine de collèges.
- Le suicide est la troisième cause de mortalité chez les 15-19 ans selon l'OMS, 2^{ème} cause chez les 15-24 ans en France, selon un article du Monde en mars 2020.⁷ Augmentation des risques suicidaires chez les jeunes en 2020 à Maurice, entre les deux semestres 2020: janvier-juin; puis selon les chiffres de juillet à novembre 2020⁸. Après des cellules d'écoute dans une 15aine de collèges. Lorsqu'ils ne sont pas traités, les problèmes de santé mentale des adolescents ont des conséquences physiques et mentales jusqu'à l'âge adulte, limitant la possibilité pour eux de mener une vie épanouissante.

Or, selon l'Agence Régionale de Santé Provence, Alpes, Côte d'Azur en février 2020, « les troubles en santé mentale ne sont pas forcément des pathologies et sont le plus souvent des états intermittents, pouvant se matérialiser par des difficultés à dormir, à exprimer et contrôler ses émotions, à mobiliser ses compétences ou développer ses capacités. » En France, « 1 personne sur 6 aurait un trouble psychique. Les troubles psychiques ont des conséquences importantes sur l'espérance de vie, parfois jusqu'à 25 ans en moins. Avoir un trouble psychique sévère augmente les risques de pauvreté, perte de logement, sans-abrisme, exclusions, déclassement social et prison. Les personnes qui ont un trouble psychique auraient un taux d'employabilité plus faible ». Et « toutes les personnes peuvent se rétablir d'un trouble psychique, ne serait-ce que partiellement, et cela d'autant plus que le système de santé répond mieux aux besoins des personnes. »

Face à la crise sanitaire, la population âgée est l'une des plus vulnérables. Les courbes de décès fournies au jour le jour par les pays les plus affectés par l'épidémie le montrent : le taux de décès est proportionnellement nettement plus important chez les plus de 65 ans.

La situation actuelle peut augmenter le risque de dépression chez nos aînés. Notamment le fait de ne plus voir les membres de leur famille, de ne plus pouvoir sortir ou encore d'être conscients qu'ils sont les plus vulnérables. Les mesures de distanciation physique peuvent avoir des effets dévastateurs sur la santé mentale. Le risque est particulièrement prononcé chez les personnes âgées, qui vivent seules et dont l'inclusion numérique est moins bonne.

Face à la pandémie, les personnes âgées ont du mal à accéder aux traitements médicaux et aux soins de santé. Les personnes âgées qui sont en situation de handicap ou souffrent d'une maladie chronique risquent d'avoir encore plus de difficultés dans l'accès aux soins. Nous saluons la campagne de distribution des pensions qui s'est faite à domicile au cours du mois de mars. Selon le même principe, une continuité des visites à domicile du médecin de la Sécurité Sociale lors du confinement permettra d'assurer les soins de santé chez les seniors. Cette visite peut être suivie de la visite d'un officier de santé qui sera responsable de la distribution des médicaments.

En cette période de crise sanitaire, quatre problèmes majeurs contribuent à la douleur morale de la personne âgée: la solitude, l'ennui, le sentiment d'inutilité et d'impuissance, la peur de la contamination qui renvoie à la peur de la mort⁹.

⁶ janv-juin: 8% (23 sur 278) et juil-nov: 12% (66 sur 565)

⁷ https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/03/17/les-tentatives-de-suicide-chez-les-jeunes-augmentent_6033405_1650684.html

⁸ janv-juin: 5% (14 sur 278) et juillet-nov: 7% (40 sur 565)

⁹ Amieva, H., & Pech, M. (2020). Les personnes âgées face au confinement et à la crise de la Covid-19: entre fragilité et résilience. *Revue de neuropsychologie*, 12(2), 155-157.

La douleur morale engendrée par l'isolement familial et social est à très haut risque de dépression. Selon une étude INSERM menée en France en 2017, à partir de 65 ans, la prévalence de dépression est entre 1 à 4%, de 25% en cas de maladies chroniques associées et de 25 à 50 % chez les personnes institutionnalisées¹⁰. Pendant les deux premiers mois de confinement à Wuhan, 35,1% des personnes âgées étaient anxieuses, 20,1 % étaient dépressives et 18,2% souffraient de troubles du sommeil¹¹.

Faute d'étude sur la population mauricienne, nous pouvons penser que ces chiffres pourraient s'appliquer en partie, ici.

2.1. Faire la **promotion d'une bonne santé mentale** est essentiel, pour éviter l'apparition des troubles de santé mentale, nous semble primordial en ce moment.

Exemples d'actions : affiches, messages à la radio, sur les réseaux sociaux, émissions telles que pendant le confinement en Mars 2020, une équipe de professionnels avait travaillé sur des vidéos sur le Programme les Amis de Zippy: programme scolaire qui a pour objectif de promouvoir les habiletés psychosociales pour les enfants ex: identification et gestion des sentiments, gestion des conflits, améliorer la communication, apprendre à se faire des amis etc.. Ces vidéos avaient été diffusées sur la chaîne nationale pour les enfants de Grade 2 et 3 et leurs parents. Ces vidéos en français et kreol Morisien pourraient être diffusées à nouveau. Un autre exemple d'action serait de voir avec certains.es professionnels.les les possibilités de diffuser des petites vidéos sur les sites officiels de certains Ministères, sur les chaînes nationales, partageant des informations sur le développement de l'enfant, des outils pratiques de discipline positive, les conséquences des diverses formes de violence et alternatives, etc.

2.2. Holmes et collaborateurs¹² soulignent l'urgence de mener des recherches pour mieux comprendre comment les groupes de personnes vulnérables parviennent à minimiser les risques associés à cette situation de pandémie. ¹³ . Prévoir un budget exclusif pour la recherche en psychologie est donc requis. La création d'un laboratoire de **recherche en psychologie** permettrait d'analyser cette situation, de compiler des données et de proposer des réponses adaptées à notre contexte. Dans un deuxième temps, ce projet permettrait aussi de former des professionnels en psychologie directement à Maurice (en proposant des masters). Ces formations seraient axées sur des thématiques reflétant la réalité du contexte mauricien en encourageant les études à répondre à des questions de recherches en sciences humaines et sociales dans les différents secteurs d'activités (économique et social, médical, éducatif).

2.3 Il est nécessaire de **consolider les équipes soignantes**, pour traiter les troubles de santé mentale, entre autres.

2.3.1. A Maurice, il n'y pas de **pédopsychiatre**. Certaines ONG ont fait appel aux services d'un pédopsychiatre étranger qui est venu consulter sur l'île ponctuellement. Cela est insuffisant. Beaucoup d'enfants sont traités par des psychiatres pour adultes. La présence de pédopsychiatres sur place est requise pour des diagnostics et traitements appropriés régulièrement : il serait approprié de recruter des pédopsychiatres et de soutenir la formation de futurs.es pédopsychiatres. En attendant, en cette période, des consultations en ligne avec des pédopsychiatres pourraient-elles être considérées et financées ?

¹⁰<https://www.inserm.fr/information-en-sante/dossiers-information/depression>

¹¹ Maamar, M., Khibri, H., Harmouche, H., Ammouri, W., Tazi-Mezalek, Z., & Adnaoui, M. (2020). Impact du confinement sur la santé des personnes âgées durant la pandémie COVID-19. NPG Neurologie-Psychiatrie-Gériatrie, 20(120), 322-325.

¹² Lancet Psychiatry, Avril 2020

¹³ Suite à l'épidémie du SARS « severe acute respiratory syndrom » en 2003, les études ont révélé une augmentation de 30% du suicide chez les personnes de plus de 65 ans, environs 50% des patients guéris ont été sujets à symptômes de stress et d'anxiété, 29% des soignants ont fait l'expérience de fortes détresses émotionnelles et les patients ayant survécu à de sévères maladies auparavant étaient plus particulièrement à risques d'être atteint de symptômes de stress post- traumatique.

2.3.2. **Plus de psychologues/ conseillers/ psychothérapeutes/ thérapeutes.** Il y a seulement 8 psychologues au Ministère de la Santé pour 1 265 711 habitants. Et au Ministère de l'éducation en 2020, il n'y aurait pas de psychologue clinicien.e qui pourrait intervenir pour les élèves, enfants et adolescents.es qui souffrent d'un trouble de santé mentale et/ou seraient à risque/en danger (ex : élève qui aurait fait une tentative de suicide). Il faut référer ces situations aux 8 psychologues cliniciens.es du Ministère de la Santé et attendre leur disponibilité.

En milieu scolaire, il y a environ 1 accompagnement/'*educational psychologist/educational social worker*' pour 3,663 enfants dans 1,299 écoles et collèges (pré-primaire, primaire et secondaire), en 2020, au Ministère de l'Education.

Or, selon le *School Safety Task Force Report* de 2018, le ratio recommandé selon les Etats-Unis est 1 professionnel.le en psychologie pour 500 élèves ou 1 '*school counsellor*' pour 250 élèves, pour un accompagnement efficace.

Dans 16 collèges catholiques, grâce au projet de AIHD, ONG/ *company limited by guarantee*, membre du Kolektif Drwa Zanfan Morisien, il y a 13 psychologues et conseillers. Soit un ratio d'un.e psychologue/ conseiller pour 1018 élèves.

Au Ministère de l'Égalité des genres et du Bien-Être de la Famille, les 15 psychologues ne suffisent pas à gérer les situations qui leur sont référées, font leur possible pour les rapports pour les *Emergency Protection Orders*, mais étoffer leur équipe aiderait aussi à gérer les cas signalés.

La situation :

Cas de violence

Environ 4900 cas d'enfants maltraités ont été signalés au CDU de janvier à septembre 2020 ; en moyenne ces 5 dernières années (2015-2019), selon les statistiques du Ministère de l'Égalité des Genres et du Bien-Être de la Famille, 5763 nouveaux cas d'enfants victimes de violence, maltraitance, abandons, négligence, etc. sont rapportés chaque année au *Child Development Unit*. Et il ne s'agit là que des cas signalés...

Environ 60 % des mineurs bénéficiant des services d'écoute dans une quinzaine de collèges en sont victimes en 2020¹⁴. Environ 6 enfants sur 10 dans le monde de 2 à 14 ans sont soumis à des châtiments physiques/corporels infligés par les personnes qui s'occupent d'eux de manière régulière¹⁵, mentionnant que dans le monde, jusqu'à 1 milliard d'enfants de 2 à 17 ans ont subi des violences physiques, sexuelles, émotionnelles ou des négligences au cours de l'année écoulée.

Les dégâts que cause la maltraitance des enfants sont mis en évidence dans de multiples recherches¹⁶ qui font ressortir le lien entre les punitions corporelles reçues durant l'enfance et le développement chez l'adulte de troubles de l'humeur, de dépression, de manie, de troubles anxieux, d'une dépendance à l'alcool et aux drogues et de troubles de la personnalité, en particulier des troubles dissociatifs. La section 40 des Concluding Observations du CRC en 2015 mentionne cette sensibilisation et prise de conscience.¹⁷

¹⁴ 487 mineurs.es victimes sur 843 de janvier à novembre 2020, dans 15 collèges. Projet CRC AIHD.

¹⁵ selon l'Unicef en septembre 2014. L'OMS en 2019, cite *Global prevalence of past-year violence against children: a systematic review and minimum estimates*. Hillis S, Mercy J, Amobi A, Kress H. *Pediatrics* 2016; 137(3),

¹⁶ Afifi T.O & al, 2012, cités dans Gueguen, 2015

¹⁷ 40.The Committee recommends that the State party formulate a comprehensive strategy for preventing and combating child abuse, violence and neglect, and in particular that it:

(a)Take further measures to prevent the high incidence of abuse, violence and neglect of children, notably by strengthening awareness-raising, community-based and education programmes with the involvement of children, former victims, volunteers and community members;

(b)Ensure effective investigation of complaints and bring those responsible to justice;

1 jeune sur 3, dans le Monde, dit être victime de **harcèlement en ligne**¹⁸.

A Maurice, sur les 5 dernières années de 2015 à 2019, 33 cas de harcèlement en moyenne sont rapportés chaque année.

En moyenne 27 % des filles, 14% des garçons, seraient victimes de **violence sexuelle**, selon l'OMS en 2012. 1 fille sur 5 et 1 garçon sur 14 selon l'Association Mémoire Traumatique et Victimologie en France, en 2014. A Maurice, environ 376 cas sont rapportés en moyenne ces 5 dernières années ; 89 % des cas rapportés sont des filles. Les enfants handicapés sont encore plus à risque d'être victimes, risque multiplié par 3.¹⁹ 1 agression sexuelle sur mineur.e sur 2 (Dr Joulain, 2019) ou sur 3 (Dr Lemitre, 2017) est commise par un mineur qui, ayant souffert de manque d'amour, d'attachement sécurisant et de soins, de maltraitance et d'agressions, devient auteur.

Les risques sont accrus en cette période de confinement. Une prise en charge appropriée pour les enfants auteurs.es et victimes, par le personnel du domaine médical, paramédical et psychologues, aide à la reconstruction des enfants victimes et aide à la diminution des risques de récurrence. Dans les instances de protection de l'enfance, de la force policière et en milieu scolaire une attention particulière est aussi requise pour les enfants handicapés.

De plus, en ce qui concerne les cas de **violence domestique**, en moyenne les 5 dernières années, jusqu'en 2019, il y a 2929 nouveau cas rapportés par an ; soit 244 cas par mois ou 8 par jour. Et 88.7 % des cas rapportés concernent des femmes. De janvier à septembre 2020, 1861 cas ont été signalés, ce qui reviendrait à une moyenne 206 cas/mois et 6.9 cas/jour malgré le confinement. Or en plein confinement, comment une femme victime peut-elle appeler si besoin est, étant dans le même espace de vie que l'auteur des violences, son partenaire ? Comment avoir les moyens financiers ou psychologiques d'appeler ? sachant qu'hors confinement, le tabou, le silence, les menaces, la proximité avec les auteurs...rendent le signalement déjà très compliqué.

Avoir des équipes plus importantes pourrait donc avoir un impact important sur la prévention, la détection et la prise en charge précoces des troubles mentaux chez les jeunes enfants. Ce qui rejoindrait la section 140 du *Government Programme 2020-2024*, mentionnant que « *Government will set up an Early Childhood Screening and Referral Unit with a view to ensuring timely intervention in cases of potential health problems, developmental delays and cases of child abuse* ». Impactant donc sur la santé mentale de la population mauricienne adulte.

De plus, un accompagnement thérapeutique est souvent plus efficace s'il est régulier. Il est donc crucial qu'il y ait plus de psychologues, thérapeutes et conseillers, accessibles aux personnes en souffrance dans le secteur public (ex: dispensaires, centres de jeunesse, hôpitaux, etc.) Les tarifs de ces professionnels en libéral sont élevés (Entre Rs 1,000 et Rs 1,500 @ heure) rendant l'accès difficile à la majorité de la population. Les rendez-vous donnés aux ministères sont souvent très espacés, d'une durée insuffisante, qui ne permettent pas de suivi adéquat et efficace. En attendant ce projet mis en place par l'Etat, notre proposition de collaboration pourrait en partie répondre à ces manques. **Etoffer le soutien et l'accompagnement psychologique** en cette période est fondamental.

Des équipes renforcées aideraient aussi, en ce qui concerne la **problématique de suicide** :

- Il est fondamental que le personnel hospitalier soignant et non-soignant soit sensibilisé et formé en mesurant les enjeux et risques et bénéficient des outils de prévention et d'intervention. Plus particulièrement quand il s'agit d'accompagner les personnes ayant fait des tentatives de suicide; l'un des facteurs à risque parmi

(c) Establish a national database on all cases of domestic violence against children, and undertake a comprehensive assessment of the extent, causes and nature of such violence;

(d) Ensure the allocation of adequate human, technical and financial resources to the Child Development Unit and adequately train its personnel to enable it to implement long-term programmes for addressing the root causes of violence and abuse and provide protection to child victims.

¹⁸ sondage publié fin 2019 par l'Unicef.

¹⁹ Salbreux & Charmasson; Sullivan & Knutson, 2000

les plus importants étant le risque de récurrence. Faire donc, dans le budget, provision pour des **formations** par des expert.es. en cette période de confinement par vidéo et après.

- Pour les personnes qui se sont donné la mort par suicide, il importe que des **groupes de parole** pour les adultes endeuillés par le suicide et des groupes d'expression pour les enfants et adolescents.es soient mis en place pour les familles endeuillées. Menés par des psychologues/ conseillers/ psychothérapeutes/ thérapeutes. Pour chaque victime d'un suicide, on estime qu'environ 6 à 28 individus (membres de la famille et amis), sont directement touchés par ce décès. Il est essentiel de communiquer sur l'existence et l'importance pour ces familles d'avoir accès à ces groupes, qui devraient être facilement accessibles (ex: dispensaires) ainsi que des entretiens réguliers. Cela pourrait se faire en ligne pendant la période de confinement en donnant accès aux familles endeuillées à un.e professionnel.le pour un accompagnement.
- Les actions de sensibilisation/ formations par des expert.es afin de former dans chaque institution scolaire des équipes de volontaires qui pourraient sensibiliser, informer et intervenir dans des situations de risque suicidaire ou suicide complété, pourront se poursuivre hors confinement. Ces mêmes équipes pourraient aussi être formées sur les bases de l'écoute pour offrir un 'first line counselling' aux élèves en souffrance, et des formations de base pour sensibiliser le public dans les hôpitaux publics, dispensaires, centres communautaires, etc.²⁰
- Un suivi spécifique de la personne, après la première tentative de suicide est fondamental et ce durant l'année suivant la tentative²¹, tel est l'objectif de VigilanS. L'équipe renforcée de psychologues au sein des hôpitaux et des collèges pourrait faire ce suivi. Complétant l'équipe de postvention formée (une soixantaine de personnes à ce jour et une soixantaine en formation) par une des instances, Action For Integral Human Development (AIHD), membres du Kolektif Drwa Zanfan Morisien (KDZM). Ce suivi doit vraiment être considéré online pendant le confinement.

2.4. **Des actions de prévention/ sensibilisation/ campagnes** sur les réseaux sociaux, à la radio ou télévision sont nécessaires, pensées et élaborées avec des expert.es professionnels.les et ONG, en ces problématiques. Ces actions/ formations étendues à la communauté : pour une meilleure protection, peuvent se faire à distance en cette période en attendant le travail de proximité sur le terrain. Cet item a été soulevé dans les Concluding Observations de 2015.²²

Ces actions complèteraient les sessions de formation/ sensibilisation à la communauté, en attendant les actions sur le terrain. Certaines ONG et membres individuels, membres du Kolektif Drwa Zanfan Morisien font ce travail, 5 sessions sur la violence viennent d'être animées auprès de 100 parents et éducateurs.trices en février et mars 2021, partageant l'importance de la sécurité des enfants, de la communication, des attentes réalistes au développement des enfants, etc.

Cela doit absolument être soutenu par l'Etat car ces initiatives d'ONG, membres du KDZM, ne suffisent pas. Lors de l'une des sessions sur la violence avec des enfants, par des animateurs.trices, formés sur la violence, en février, sur 41 enfants présents, 36 ont partagé qu'ils subissent diverses formes de violence. Après les sessions, certains parents témoignent qu'ils comprennent que la violence n'est pas normale et fait souffrir. Environ 50 %

²⁰ Ex: Des membres du personnel enseignant ont été formés par une équipe de professionnels en psychologie en 2018-2020. Suite à cette formation, des Équipes de Postvention (EPV) seront mises en place fin 2020 pour intervenir au sein de leurs collèges respectifs en cas de tentative de suicide ou suicide complété au sein/en dehors des collèges. (Cf. Dre Emilie Duval pour les protocoles de Postvention.)

²¹ cité dans le Monde du 17 Mars 2020, le dispositif national de prévention du suicide, qui « vise à recontacter après la sortie de l'hôpital les personnes qui ont fait des tentatives de suicide »

²² 40. The Committee recommends that the State party formulate a comprehensive strategy for preventing and combating child abuse, violence and neglect, and in particular that it: (a) Take further measures to prevent the high incidence of abuse, violence and neglect of children, notably by strengthening awareness-raising, community-based and education programmes with the involvement of children, former victims, volunteers and community members;

trouvent que la violence physique dans l'éducation des enfants est normale avant la session et presque 90 % des parents, après la session, prennent conscience que la violence n'est pas normale et pas appropriée.

Certains enfants bénéficiant des sessions en parallèle, sur le même thème, disent aux écoliers d'arrêter de se bagarrer, que cela relève de la violence. Cela démontre, en partie, l'impact bénéfique de ces sessions.

2.5. Droit de sortie et considération spéciale pour les personnes avec des special needs: dont les enfants autistes

La personne en situation de handicap a besoin de cadre et de structure. La plupart a besoin d'avoir des routines et d'être accompagnée dans leurs activités quotidiennes, a besoin d'une prise en charge adaptée à leur handicap par une équipe pluridisciplinaire et a besoin de répétitions pour pouvoir consolider leurs acquis. La répétition des activités permet d'éviter le risque de régression (plasticité cérébrale).²³

En confinement, l'enfant subit des changements de routines. Le stress parental peut avoir un impact sur le développement de l'enfant. Les parents ont beaucoup plus de choses à gérer, ils doivent s'occuper de la fratrie, travailler depuis la maison, ne sont plus aidés par des équipes (AVS, grands-parents...).^{24,25}

Être enfermés chez eux, pour les enfants handicapés, entraîne un manque de stimulation à tout point de vue (sensoriel, langagier, moteur, social...). Il est possible d'observer des régressions dans tous les domaines tels que le retour du pipi au lit, des troubles alimentaires, une fixation des rétractions musculaires, une aggravation ou une apparition de déformations, une régression langagière (si sous stimulation et forte exposition aux écrans), une régression motrice, ...Il est possible de retrouver des troubles du comportement tels que; violence, agressivité, automutilations, risques de fugues ou au contraire un enfermement sur soi-même. Nous recommandons fortement que les enfants à besoins spéciaux, et plus particulièrement les enfants autistes, soient autorisés à sortir 1h tous les jours.

L'accès à l'information: les communiqués officiels devraient être transcrits en un langage accessible pour les personnes en situation de handicap et leurs familles. Selon l'ONG APEIM: « *Ils ont le droit d'avoir accès à une communication claire et directe et nous souhaitons beaucoup faire ressortir ce point, qui était problématique lors du dernier confinement.* » Selon la "United Nations Convention for the Rights of Persons with Disabilities (UNCRPD)", article 21.2 : "States Parties shall take all appropriate measures ... by: (a) Providing information intended for the general public to persons with disabilities in accessible formats and technologies appropriate to different kinds of disabilities in a timely manner and without additional cost; (c) Urging private entities that provide services to the general public, including through the Internet, to provide information and services in accessible and usable formats for persons with disabilities; (d) Encouraging the mass media, including providers of information through the Internet, to make their services accessible to persons with disabilities; (e) Recognizing and promoting the use of sign languages."

²³ Borst, G. (2019). Comment fonctionne le cerveau. *Futuribles*, N° 428(1), 53. <https://doi.org/10.3917/futur.428.0053>

²⁴ Cuzzocrea, F., Murdaca, A. M., Costa, S., Filippello, P., & Larcian, R. (2016). Parental stress, coping strategies and social support in families of children with a disability. *Child Care in Practice*, 22(1), 3-19. <https://doi.org/10.1080/13575279.2015.1064357>

²⁵ Neece, C. L., Green, S. A., & Baker, B. L. (2012). Parenting Stress and Child Behavior Problems : A Transactional Relationship Across Time. *American Journal on Intellectual and Developmental Disabilities*, 117(1), 48-66. <https://doi.org/10.1352/1944-7558-117.1.48>

3. **Vigilance plus grande à la pédopornographie**

L'accès à internet en cette période de confinement sera accrue. L'ICTA (Information and Communication Technologies Authority of Mauritius) a, entre janvier et juin 2020, répertorié 250 040²⁶ visites vers les sites de pédophilie à Maurice, chiffres interpellant fortement vu la hausse considérable d'accès. Cela fait une moyenne de 41 673 visites par mois en 2020 et il y a une nette augmentation par rapport aux chiffres de l'ICTA publiés dans l'Express du 22 avril 2018 mentionnant une moyenne mensuelle d'environ 25800 en 2017. Ces chiffres de l'ICTA à Maurice, et on n'a pas les chiffres d'accès au dark Web, sont très surprenants et inquiétants. La section 21 du Children's Act spécifie cette interdiction, ce qui est très important. Plus de sessions de sensibilisation ou campagnes sont attendues sur la prise de conscience de l'implication des enfants victimes figurant dans ces images et films et sur l'importance de signaler ces situations.

4. **La supervision des équipes** par des professionnels.les en psychologie engageant des réflexions et remises en question dans la prise en charge est aussi précieuse et à considérer. Ce travail est difficile. Dans les collèges catholiques, ce projet de supervision est fonctionnel depuis 2007. Tous les psychologues et conseillers bénéficient de cet espace professionnel.

Un témoignage d'une professionnelle conseiller en 2017:

« Je pense que la supervision est essentielle dans mon travail. C'est un espace et un temps pour se poser et parler de choses difficiles et '*challenging*' C'est aussi un temps d'échange et de partage avec mon superviseur et ma collègue qui me permet d'avoir du recul et aussi des pistes d'action par rapport à une situation. »

Une équipe de superviseurs.es qualifiés.es est maintenant fonctionnelle à Maurice.

5. **Un accompagnement des couples, des femmes enceintes** dès la grossesse, les outillant sur les fragilités, risques, leur donnant des outils pour les aider dans leur couple, dans la gestion de conflits sans violence, dans leur parentalité, les aiderait à mieux se connaître, mieux sécuriser l'attachement avec les enfants, à éviter le recours à la violence comme moyen d'éducation. En amont, monter un programme sur les points fondamentaux de la parentalité, l'importance de l'attachement, les bases de la communication et l'écoute, développement de l'enfant et adolescent. Et constituer une équipe responsable de cela, équipe supervisée et qui bénéficierait d'une formation continue chaque année.

Cet accompagnement des familles et parents est fondamental. Le neuropsychiatre Boris Cyrulnik a beaucoup travaillé sur les traumatismes. Il décrit en 2008, les traumatismes successifs subis par les enfants victimes de violence. Un enfant victime subit un premier traumatisme: l'agression physique, psychologique ou sexuelle. Le 2eme traumatisme est d'être enlevé de sa famille, car tout enfant aussi maltraité qu'il puisse être, aime ses parents et veut rester avec eux. Le 3eme est d'être mis dans un *shelter*, souvent en surpopulation et sans qualité de soins et d'attention. Ce shelter n'est malheureusement pas toujours un *place of safety*. Les enfants placés subissent donc de grands risques psychiques! De plus, depuis le confinement de 2020, il n'y avait plus de place dans les shelters et les enfants ont dû être placés à l'hôpital !

Cyrulnik écrit aussi sur la nécessité d'accompagner le couple parental avant le projet d'avoir un bébé afin de pallier à l'isolement de la mère et favoriser les relations humaines, ce qui va aider le bébé à se développer correctement.²⁷ Cet accompagnement des mères, des futurs parents, pourrait prendre la forme de réseaux de soutien, de groupe de parole autour de la thématique de la parentalité.

²⁶<https://ionnews.mu/pedopornographie-a-maurice-250-040-clics-vers-des-sites-de-pedophilie-en-2020/?fbclid=IwAR3Jhj1Hi3yy3mdJs9VUhH45VMCjaw8udp5cOIdD5LOA0HjmtcllvF6Qboo>

²⁷ Cyrulnik, B. (2020). Interview de Boris Cyrulnik : « Il faut aider les femmes enceintes, les entourer, ce sont les bébés qui vont en profiter. » Parents.fr [Interview de Boris Cyrulnik : « Il faut aider les femmes enceintes, les entourer, ce sont les bébés qui vont en profiter ! »](https://parents.fr/interview-de-boris-cyrulnik-il-faut-aider-les-femmes-enceintes-les-entourer-ce-sont-les-bebes-qui-vont-en-profiler/)

Il est fondamental de renforcer les formations, accompagnements et soutiens de toutes les familles. Les outiller sur l'attachement, la gestion de conflits, les besoins fondamentaux, la communication non-violente, les conséquences importantes des violences et du mariage précoce, etc. Dès la grossesse, en milieu hospitalier. La ministre Koonjoo-Shah a dit sur la MBC, le 18 novembre 2020, que c'était déjà fait dans les hôpitaux, mais selon quelques témoignages de femmes qui ont accouché ces deux dernières années, une seule a dit avoir eu une "causerie" sur l'allaitement. Cela doit absolument être renforcé. Et en période de confinement où le stress a un impact important, il est fondamental de penser des actions de sensibilisation et prévention sur le fait de porter un enfant, lui parler, prendre soin de soi et prendre conscience de l'impact du stress transmis aux bébés à travers le placenta.

Ainsi certaines études ont montré que des situations de stress important (comme cela peut être le cas pour certaines futures mamans durant cette période de confinement) pendant la grossesse affecteraient le développement cognitif, social et physique de l'enfant. Aussi, ces recherches rendent compte d'un effet significatif du stress maternel sur le tempérament, les problèmes de l'enfant rapportés par les parents et les professeurs, le développement du langage, les fonctions intellectuelles et les habiletés motrices.²⁸ Par ailleurs, Coline Marthey constate dans *Impact du stress maternel prénatal sur le développement du nourrisson et mécanismes possibles : une revue de la littérature* qu'il y a des preuves suggérant que le stress maternel prénatal influencerait le développement du nourrisson et ses caractéristiques néonatales. Il est donc indispensable d'évaluer régulièrement l'état émotionnel de la future mère lors du suivi classique de grossesse et de les prendre en charge pour prévenir les conséquences négatives sur le bébé.²⁹

Cyrulnik explique aussi que ce sont principalement la précarité sociale et la violence conjugale qui perturbent le développement intra-utérin des bébés car ces derniers, étant des éponges émotionnelles, ressentent les émotions de stress de leur mère.³⁰ D'où l'importance de réseaux de soutien, de formations et d'accompagnements des parents et des familles.

Le contexte dans lequel un enfant évolue a un lien direct avec le développement d'un bébé. Cyrulnik, 2019^{31,32}, décrit les facteurs de protection développementaux de l'enfant, qui s'ils sont acquis avant un traumatisme, aideront l'enfant à fonctionner de manière adaptée.

Il y a un moment sensible dans le développement du système nerveux de l'enfant: la fin de grossesse et les premiers mois de la vie. Si il y a un isolement sensoriel, donc dans le cerveau, pas de stimulation des lobes préfrontaux, il y alors une atrophie du système limbique, ayant un impact sur la mémoire et les émotions. Si le cerveau de l'enfant est sculpté par l'absence de relation qui va appauvrir la niche affective de l'enfant, l'enfant non sécurisé va interpréter la moindre information comme une agression à cause de sa vulnérabilité neuro-émotionnelle.

Plus on investit dans le bien-être de la mère, dans le lien parent-enfant dès la grossesse, plus cela aura un impact important pour optimiser le bien-être de la famille, impactant sur la diminution du recours aux violences domestiques, sexuelles et maltraitance, et des difficultés d'attachements. Car un attachement fragilisé, un manque de soin et de valorisation, sont à la source du recours à la violence, retrouvé parmi les facteurs explicatifs de la pédocriminalité, de la maltraitance sur les enfants, de la violence de couple et domestique. Il est donc possible et nécessaire d'agir pour tenter de l'éviter.

Les Concluding Observations de 2015 insistent sur l'accompagnement des parents.³³

²⁸ (Haril A., Laplante D., Vaillancourt C., King S.: «Prenatal stress and brain development», Brain Research Reviews, 2010; 65: 56-79.)

²⁹ Sciences du Vivant [q-bio]. 2019. ffdumas-02512332f

³⁰ Cyrulnik, B (2018). Les rencontres philosophiques de Monaco, conférence Enfance et Violence [Enfance et Violence // Boris Cyrulnik](#)

³¹ <https://www.youtube.com/watch?v=xJAd5zRyF7s>

³² Cyrulnik, B. (2019). Lettre de mission du Dr Boris Cyrulnik. *Spirale*, 4(4), 160-162. <https://doi.org/10.3917/spi.092.0160>

³³ 44. (a) Establish adequate support services for parents, as well as adopt and implement awareness-raising and training programmes on parenting skills, including on alternatives to corporal punishment; (b) Support and facilitate family-based care for children wherever possible, and

6. Une augmentation des aides financières :

- aux shelters qui accueillent les personnes victimes permettrait un meilleur encadrement, un accompagnement thérapeutique, etc. Un accueil des personnes LGBTIQ à risque aussi et plus vulnérables.
- De manière temporaire aux personnes victimes pour qu'elles puissent avoir une autonomie financière si elles ne travaillent pas ou sont en situation précaire, en attendant de trouver un logement et un emploi.

7. **Programme national mis en place pour donner accès à internet** à toutes les familles vulnérables ayant des enfants en âge scolaire, afin qu'ils aient accès à du contenu pédagogique approprié. Une ONG partage que 70% des étudiants de leurs bénéficiaires, 1200 enfants, n'avaient pas d'accès internet dans leur maison. Des associations locales ont commencé à intervenir en ligne, et elles pourraient mettre leur contenu à disposition d'un programme plus vaste à destination des enfants. Le critère d'accès à ce soutien pourrait être basé sur un revenu mensuel familial de Rs 12,600, comme cela a été le cas pour la distribution de la nourriture au début du confinement. Un accompagnement pourrait être offert aux parents par le Ministère de l'Éducation, avec le soutien des associations, afin que les parents puissent guider leurs enfants, et se sentir légitimes à le faire.

Il faudra impérativement renforcer le système de soutien et d'accompagnement scolaire, avec l'aide des '*Special Needs Teachers*' pour encadrer ces enfants sur le long-terme. En l'absence de contact avec les écoles, le risque de désengagement et d'absentéisme sont accrus.

8. Considération spéciale des personnes en situation de pauvreté

120000 familles vivent en 2018³⁴, sous le seuil de pauvreté.

Selon Caritas, en décembre 2020, se basant sur les chiffres de Statistics Mauritius, 36000 familles vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit avec moins de 9500 Rs. Pendant le confinement 2020, certaines ONG se sont associées pour distribuer à manger à 3500 familles, dont 1500 vivant en dessous du seuil de pauvreté. Ces ONG, Caritas, Foodwise, ont distribué 7243 packs alimentaires avec aussi des produits sanitaires (masques, sanitizers, etc.)

L'Etat aurait distribué 2000 packs à travers la National Social Inclusion Foundation (NSIF: *central body to receive and allocate public funds to NGOs registered with the Foundation.*) Et 2000 packs à travers le Covid Fund mis sur pied. Cela devra aussi être renforcé en ce temps de confinement.

for children in single-parent families, and establish a system of professionalized foster care for children who cannot stay with their families, with a view to avoiding placement of children under the age of 3 in institutions, and reducing the institutionalization of children in general;
Article 19. CRC. 2. Ces mesures de protection doivent comprendre, selon qu'il conviendra, des procédures efficaces pour l'établissement de programmes sociaux visant à fournir l'appui nécessaire à l'enfant et à ceux à qui il est confié, ainsi que pour d'autres formes de prévention, et aux fins d'identification, de rapport, de renvoi, d'enquête, de traitement et de suivi pour les cas de mauvais traitements de l'enfant décrits ci-dessus, et comprendre également, selon qu'il conviendra, des procédures d'intervention judiciaire.

³⁴<https://www.globe-reporters.org/campagnes/rendez-vous-en-mer-des-indes/droits-humains-et-solidarite/article/a-maurice-120-000-personnes-vivent-sous-le-seuil-de-pauvrete-fabrice-acquillina#:~:text=combattre%20la%20pauvrete%20C3%A9,A%20Maurice%2C%20120%20000%20personnes%20vivent%20sous%20le%20seuil%20de,pauvrete%20C3%A9%20%3A%201%20enfant%20sur%207>

Nous souhaitons une collaboration plus active et efficace avec l'Etat mauricien et sommes disponibles pour des rencontres en distanciel, si besoin.

Recevez nos sincères salutations.

Membres du comité de la Société des Professionnels en Psychologie :

Julien Quenette, Président. Tel : 5808 4459

Mélanie Vigier de Latour-Bérenger, Vice-Présidente. Tel : 5734 4227

Jérémy Flore, Secrétaire.

Laurence Kisnorbo, Trésorière

Safia Adamjee, Assistante-Trésorière

Emilie Rivet Duval, Membre

Caroline Couronne-Grenouille, Membre

Et pour l'Association des Praticiens de l'Approche Centrée sur la Personne

Marie-Hélène Walter, Présidente. Tel : 5423 3516

Brigitte Cayeux, Secrétaire

Isabelle Espitalier Noël, Trésorière

Document en copie à :

Dre Catherine Gaud, *Senior Advisor* au ministère de la santé

Dr Zouberr Joomaye : Porte-parole du *National Committee on Covid-19*

L'Honorable Kalpana Koonjoo-Shah, Ministre de l'Egalité des genres et du Bien-Être de la Famille

L'Honorable Renganaden Padayachy, Ministre des Finances, du Plan et du Développement économique